

Ils étaient accusés jusqu'à présent de fausser les marchés agricoles mais aujourd'hui les stocks de denrées ne sont plus tabous, s'il s'agit de préserver la sécurité alimentaire.

La libéralisation des échanges dans les années 1980 et 1990 avaient rendu les stocks alimentaires caducs. Fini les stocks de céréales ou de poudre de lait en Europe. Achetés par Bruxelles pour soutenir le revenu des agriculteurs, lorsque les cours s'effondraient, les stocks alimentaires étaient accusés par les pays producteurs libéraux d'Océanie de fausser les échanges mondiaux.

Pourtant, depuis les émeutes de la faim déclenchées par la hausse vertigineuse des prix des céréales en 2008, les stocks ne sont plus tabous aux yeux des organisations internationales ou des bailleurs de fond. Le consensus prévaut sur la nécessité de constituer des stocks d'urgence, dans les pays déficitaires en céréales.

Le G20, le groupe des 20 pays les plus riches, a ainsi donné son feu vert à l'initiative de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest : un réseau ouest-africain de stockage devrait être opérationnel à la fin de l'année, sur 3 niveaux : celui des villages, pour éviter que pendant la soudure les agriculteurs ne soient contraints à racheter plus cher les céréales qu'ils ont vendues quelques mois auparavant ; au niveau national en direction des populations les plus fragiles ; et au niveau régional, une solidarité à l'échelle de la CEDEAO. Ce stockage serait en partie physique: du blé, du riz, du maïs, du niébé, l'autre partie serait un stock financier. Une expérience semblable a déjà vu le jour en Asie pour le riz, au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'ASEAN, rejointe par la Chine, le Japon et la Corée du Sud, et elle a évité le pire aux pays asiatiques importateurs de riz en 2008.

De là à étendre ces expériences à toutes les régions, dans le but de réguler les prix mondiaux, l'OMC ou l'OCDE y sont encore farouchement opposés. Seules quelques voix individuelles s'élèvent pour défendre des stocks de réserve publics, mais gérables par le privé et portables par les banques, pour réguler les prix à l'échelle planétaire*. L'idée de stocker les denrées alimentaires n'en redevient pas moins d'actualité, y compris dans les pays du Nord, où la filière privée des céréaliers reconstitue des stocks de blé pour être capable de servir sans interruption ses clients traditionnels, même les années de mauvaise récolte.

*Bernard Valluis. *Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve*. Avril 2013. FARM
(Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde) **Par Claire Fages**